



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

### PROCEDURE ADAPTEE MARCHÉ PUBLIC D'ÉTUDES C2021-27

---

**Etude préalable à l'instauration d'un dispositif de tri à la  
source des biodéchets**

**LOT UNIQUE**

Nomenclature CPV : 71241000-9

---

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BRIANCONNAIS**  
**Pôle Développement Durable et Transition Ecologique – Service Gestion des déchets**  
Immeuble les Cordeliers  
1 Rue Aspirant Jan  
05100 BRIANCON

---

## SOMMAIRE

---

<b>1 - PREAMBULE – OBJET ET ATTENTES .....</b>	<b>4</b>
<b>2 - DESCRIPTION DU BENEFICIAIRE : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BRIANÇONNAIS (CCB) .....</b>	<b>4</b>
<b>3 - CONTEXTE NATIONAL .....</b>	<b>5</b>
<b>4 - CONTEXTE LOCAL .....</b>	<b>7</b>
<b>5 - OBJECTIFS DE LA MISSION .....</b>	<b>8</b>
<b>6 - ETAPES DE TRAVAIL .....</b>	<b>9</b>
6.1 - ETAPE 1 : ANALYSE DU CONTEXTE .....	9
6.1.1 - Analyse technique du service .....	10
6.1.2 - Analyse du territoire .....	11
6.1.3 - Analyse financière du service .....	12
6.1.4 - Analyse environnementale du service .....	13
6.2 - ETAPE 2 : LES SCENARIOS POSSIBLES .....	13
6.2.1 - Sur les aspects techniques .....	13
6.2.2 - Sur les moyens humains et matériels et financiers .....	15
6.2.3 - Sur la production de déchets .....	15
6.2.4 - Sur la faisabilité réglementaire .....	16
6.2.5 - Sur le plan environnemental .....	16
6.2.6 - Synthèse avec comparatif des scénarios .....	16
6.3 - ETAPE 3 : APPROFONDISSEMENT DU SCENARIO RETENU – PLAN D’ACTIONS .....	17
<b>7 - PLANNING .....</b>	<b>17</b>
<b>8 - RENDUS / LIVRABLES .....</b>	<b>18</b>
<b>9 - FOURNITURE DES ELEMENTS RESSOURCE PAR LE SERVICE .....</b>	<b>18</b>
<b>10 - COMITE DE PILOTAGE .....</b>	<b>19</b>
<b>11 - ECHANGES CCB/TITULAIRE TOUT AU LONG DE LA PROGRESSION DE L’ETUDE .....</b>	<b>19</b>
<b>12 - DUREE DE LA MISSION .....</b>	<b>19</b>
<b>13 - RESTITUTION ET CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>19</b>
<b>14 - COÛT DE LA MISSION .....</b>	<b>19</b>



<b>15 - MEMOIRE TECHNIQUE.....</b>	<b>20</b>
<b>16 - CONTRÔLE.....</b>	<b>20</b>
<b>17 - LISTE DES ANNEXES .....</b>	<b>20</b>



---

# ETUDE PREALABLE A L'INSTAURATION D'UN DISPOSITIF DE TRI A LA SOURCE DES BIODECHETS INCLUANT UNE EVENTUELLE COLLECTE SEPEAREE DE CES DERNIERS

---

## 1 - PREAMBULE – OBJET ET ATTENTES

La présente étude s'inscrit dans le cadre d'un appel à projet ADEME/Région portant sur les modalités de généralisation du tri à la source des biodéchets (obligation réglementaire fin 2023). L'objectif est de déterminer l'opportunité d'établir ou non une collecte des biodéchets sur le territoire, ainsi que de clarifier la stratégie de développement de la gestion de proximité. Sont attendus principalement dans cette mission une analyse du territoire, une proposition de scénarios, l'approfondissement et la proposition d'un plan d'action du scénario retenu.

## 2 - DESCRIPTION DU BENEFICIAIRE : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BRIANÇONNAIS (CCB)

La Communauté de communes du Briançonnais (CCB) créée le 28 décembre 1995, regroupe 13 communes membres : Briançon, Cervières, La Grave, La Salle-les-Alpes, Le Monêtier-les-Bains, Montgenèvre, Névache, Puy-Saint-André, Puy-Saint-Pierre, Saint-Chaffrey, Val-des-Près, Villar d'Arène, Villar-Saint-Pancrace. La CCB représente aujourd'hui une population en 2020 de 20 771 hab (pop INSEE) et 36 293 (pop DGF) soit 20 771 hab en résidence principale et 15 522 hab en résidence secondaire répartie sur une superficie de 843,8 km<sup>2</sup> soit une densité de 24,6 habitants par km<sup>2</sup> avec 36 293 foyers. La CCB a la compétence gestion et valorisation des déchets depuis sa création.

Depuis 2013, une partie du service est gérée en régie :

- Collecte des OMR et des EMR en bacs roulants, en dispositifs semi-enterrés (DSE) et en colonnes aériennes,
- Collecte du papier en bacs roulants,
- Collecte du carton auprès des professionnels et en colonnes aériennes,
- Gestion du quai de transfert à Villard St Pancrace,
- Gestion de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) sur le site de Clôt Jouffrey.
- Gestion des 5 déchèteries ouvertes aux usagers, particuliers et professionnels : Briançon, Saint-Chaffrey, Val-des-Près, Le Monêtier-les-Bains et Villar d'Arène.

Les prestations suivantes sont quant à elles encore externalisées :

- Collecte du verre et du papier en colonnes aériennes et en dispositifs semi-enterrés,
- Transport et traitement des déchets déposés en déchèterie,
- Transport et traitement des OMR et des EMR.

Sa mission est d'optimiser le ramassage des déchets, tout en sécurisant les points de collecte et en maintenant la qualité et l'efficacité du service public. Le service Déchets est financé par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et par la redevance spéciale (collecte et déchèterie).

Consciente des enjeux de réduction, la CCB a repris en charge depuis 2015 le développement du compostage sous toutes ses formes : en établissement/copropriété au travers d'accompagnement complet des structures, individuel par la vente de composteurs et la formation de leurs acquéreurs.

**Candidate à un appel à projet ADEME/Région SUD, la CCB souhaite établir une stratégie claire sur la gestion des bio-déchets de son territoire, notamment au regard des objectifs réglementaires nationaux (obligation de proposer une solution de tri à la source à chaque foyer d'ici fin 2023).**

### 3 - CONTEXTE NATIONAL

Réglementairement, la loi du 17 août 2015 sur la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) fixe pour objectif la diminution de 50 % des déchets non dangereux non inertes mis en décharge en 2025 par rapport à 2010 (- 30 % en 2020).

Pour concourir à l'atteinte de cet objectif, la loi prévoit dans son article 70 : « Augmenter la quantité de déchets faisant l'objet d'une valorisation sous forme de matière, notamment organique, en orientant vers ces filières de valorisation, respectivement, 55 % en 2020 et 65 % en 2025 des déchets non dangereux non inertes, mesurés en masse. Le service public de gestion des déchets décline localement ces objectifs pour réduire les quantités d'ordures ménagères résiduelles après valorisation. A cet effet, il progresse dans le développement du tri à la source des déchets organiques, jusqu'à sa généralisation pour tous les producteurs de déchets avant 2025 (objectif ramené à fin 2023 par loi AGEC du 10/02/2020), pour que chaque citoyen ait à sa disposition une solution lui permettant de ne pas jeter ses biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles, afin que ceux-ci ne soient plus éliminés, mais valorisés. La collectivité territoriale définit des solutions techniques de compostage de proximité ou de collecte séparée des biodéchets et un rythme de déploiement adaptés à son territoire. »

Les gros producteurs sont quant à eux concernés par La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle 2 qui leur impose le tri et la valorisation de leurs biodéchets dès lors que leur production dépasse 10 t/an de biodéchets et 60 l/an de déchets d'huiles alimentaires.

Les biodéchets sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement comme : « tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires. »

Les biodéchets des ménages représentent un gisement de 18 millions de tonnes en France composé de :

- Environ 5,1 Mt (soit 30 %) de déchets gérés à domicile (paillage, compostage ...), essentiellement des déchets verts
- 4 Mt de déchets verts collectés en déchèteries (donnée 2015)

- 1,16 Mt de déchets collectés en porte à porte et en points de regroupement (hors déchèteries) (donnée 2015)
- Le reste des biodéchets (déchets alimentaires et déchets verts) représente donc encore 40 % des ordures ménagères résiduelles soit près de 7 Mt, essentiellement de déchets alimentaires.

Actuellement en France, la gestion des biodéchets des ménages repose soit sur une gestion de proximité (compostage domestique / partagé) soit sur une collecte séparée (en porte à porte ou en apport volontaire).

Dans l'optique d'optimiser son service public de prévention et de gestion des déchets (SPPGD) et de contribuer à l'atteinte des objectifs fixés par la LTECV, la collectivité se doit de réfléchir au(x) dispositif(s) de tri à la source des biodéchets proposés à ses usagers.



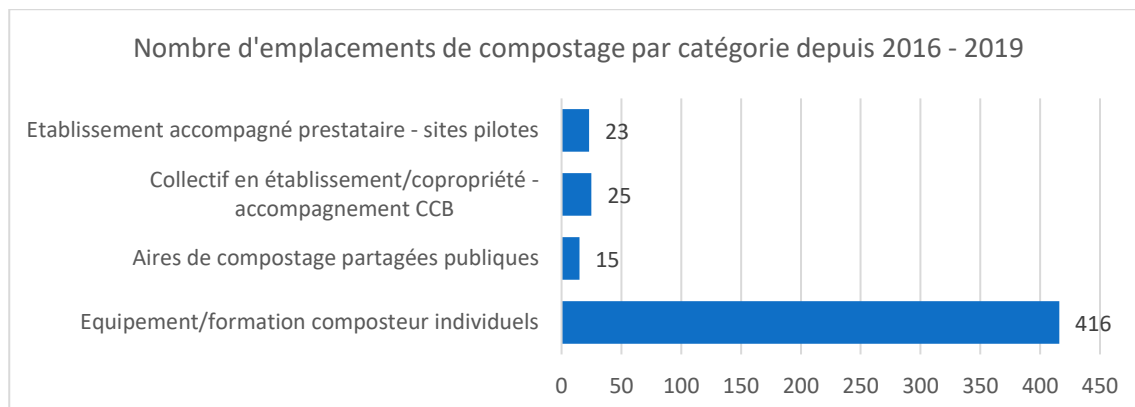
## 4 - CONTEXTE LOCAL

L'objectif de ce chapitre est de fournir aux candidats une première connaissance du territoire et de ses spécificités en matière de prise en charge par le service public de prévention et de gestion des déchets (SPPGD) des biodéchets et en matière d'unités de traitement présentes qui pourraient être utiles pour la rédaction du mémoire technique.

De la même manière, sont fournis en annexe les RAPQS 2019 et 2020.

Le candidat tiendra compte dans son mémoire technique et dans le chiffrage financier de son offre du degré de finesse des informations connues par la collectivité.

En matière de gestion de biodéchets sur le territoire de la CCB, la situation est la suivante :



Ces opérations semblent montrer une réelle efficacité sur le détournement des biodéchets, notamment à travers la baisse continue des tonnages d'OMR ces dernières années sur la CCB alors que la quantité de déchets triés augmente sur la même période. Les aires de compostage partagées sur l'espace public ont été installées principalement au niveau de la ville centre de Briançon et ont connu un succès inattendu (obligation d'évacuer à plusieurs reprises le contenu des bacs de maturation du fait de la quantité importante déposée). Ce succès conforte la volonté du service de poursuivre le développement de la gestion de proximité, même si des améliorations sont à apporter (mécanisation, mutualisation des moyens au travers de partenariats CCB/communes adhérentes). Les entreprises du territoire sont soumises à la Redevance Spéciale (RS) selon les modalités suivantes :

Catégories de producteurs	1/ Micros producteurs	2/ Petits producteurs	3/ Gros producteurs	4/ Collectivités Territoriales et leurs établissements publics
Production d'ordures ménagères et assimilées	≤ 100 litres par semaine	Comprise entre 101 litres et 660 litres par semaine	> 660 litres par semaine	

Les entreprises sont admises en déchèterie, et facturées au réel des matériaux déposés (tarif établi sur la base du « prix coutant » sans prise en compte des frais généraux et de structure).

Un projet de déchèterie professionnelle est présent sur le territoire, notamment dans le cadre d'un appel à projets ADEME/Région. Ce projet est porté par une association de 2 entreprises du territoire. Il est présagé de ne plus accepter les professionnels dans les déchèteries publiques après concrétisation de ce projet.

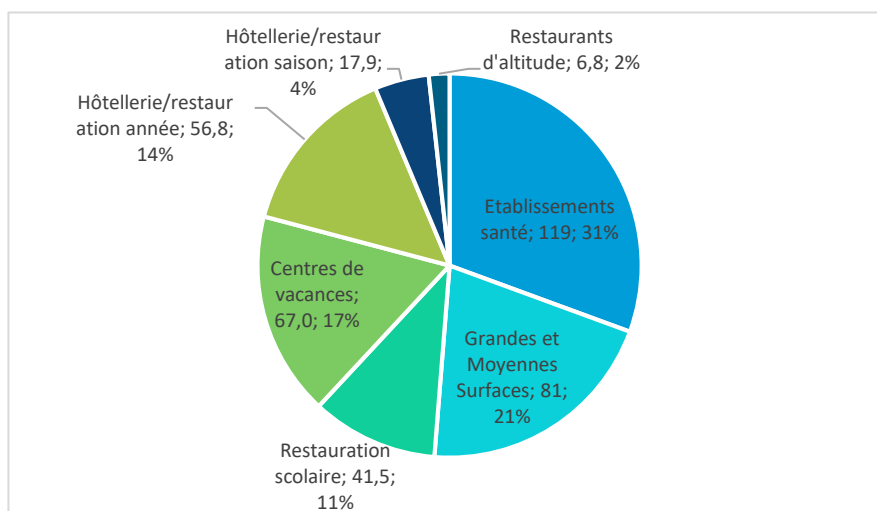
En matière d'unités de traitement sur le territoire traitant des déchets organiques mais pour lesquelles il faudra vérifier les capacités à accueillir des biodéchets, les éléments connus à ce jour sont les suivants :

- Unité de Monbrison (42) en fonctionnement (exutoire pour les biodéchets collectés par Véolia dans les établissements de la CCB),
- 2 projets sont en étude sur le nord 05, après un état des lieux sur leur avancée, il conviendra d'étudier la possibilité de servir d'exutoire à la collecte de biodéchets du territoire :
  - Plateforme de Co-compostage de La Roche de Rame (05) (4 collectivités nord 05),
  - Micro plateforme de compostage – Boucle Alimentaire à Villar St Pancrace (05).

D'autres unités de compostage ou méthanisation peuvent exister sur le 05 ou départements frontaliers, le prestataire aura en charge d'en effectuer le recensement et de les prendre en compte comme des exutoires potentiels dans le cadre de la présente étude.

## GROS PRODUCTEURS

Une étude interne dans le cadre du projet de plateforme de co-compostage mutualisée de 2017 évalue un gisement professionnel des gros producteurs à 390 T annuelles réparties comme suit (prenant en compte les producteurs non SPGD).



Il est à noter que plusieurs établissements du Briançonnais bénéficient d'une collecte des biodéchets par le prestataire Véolia :

Nom établissement	Commune
E. LECLERC	BRIANCON
CLUB MEDITERRANNEE	LA SALLE LES ALPES
CARREFOUR MARKET	BRIANCON
Centre de vacances UCPA	LA SALLE LES ALPES
Lycée Polyvalent d'Altitude	BRIANCON

## 5 - OBJECTIFS DE LA MISSION

L'étude doit permettre d'évaluer l'opportunité et les conséquences des scénarios suivants :

- Poursuite du développement et généralisation de la gestion de proximité sans collecte séparée,
- Poursuite du développement de la gestion de proximité et mise en place d'une collecte séparée des gros producteurs,

- Poursuite et développement de la gestion de proximité et mise en place de la collecte séparée selon zonage pertinent identifié,
- Eventuellement, 1 à 2 variantes pertinentes préconisées selon analyse du diagnostic.

Les options étant étudiées d'un point de vue technique, économique, environnemental et organisationnel.

Cette étude s'inscrit dans l'esprit et le respect des préconisations et orientations définies dans le Guide à la rédaction d'un cahier des charges « Etude préalable à instauration d'un dispositif de tri à la source des biodéchets incluant une collecte séparée de ces derniers » (ADEME, version du 22/01/2021).

La gestion des déchets verts ne sera abordée dans cette étude que dans la gestion de l'approvisionnement en matière sèche nécessaire au bon fonctionnement de la gestion de proximité ou en établissement.

Un comité de pilotage composé notamment d'élus et techniciens de la C.C. du Briançonnais accompagnera le déroulement de cette étude et validera l'avancement de celle-ci.

Cette étude va donc être réalisée en trois phases :

- Diagnostic – état des lieux,
- Etude des scénarios possibles, dont l'objectif sera de retenir le meilleur compromis des impacts techniques/financiers/environnementaux/organisationnels, 3 à étudier à minima (1 à 2 variantes possibles par type si opportun) :
  - Poursuite et développement de la gestion de proximité,
  - Poursuite et développement de la gestion de proximité + Collecte séparée des gros producteurs,
  - Poursuite et développement de la gestion de proximité + collecte séparée selon zonage,
  - Si nécessaire et opportun, 1 à 2 variantes préconisée(s) selon l'analyse du diagnostic.
- Approfondissement du scénario retenu intégrant la définition d'une zone test et d'un plan d'actions.

Après le choix du scénario par la collectivité, un plan d'actions pour le déploiement du/des dispositif(s) de tri à la source des biodéchets pour le scénario retenu sera proposé, et devra notamment répondre à la question : **Comment mettre en œuvre dans le contexte actuel le scénario choisi par la collectivité ?**

## 6 - ETAPES DE TRAVAIL

### 6.1 - Etape 1 : Analyse du contexte

#### **DPGF prix 1 à 2**

Le titulaire assurera une analyse qui consistera à identifier le gisement de biodéchets produits et potentiellement captables par typologie de déchets (déchets alimentaires et déchets verts

(uniquement dans le cadre de la production de la matière sèche)) et par producteurs (ménages et gros producteurs).

Le titulaire réalisera un audit plus large du SPPGD afin d'identifier les pistes d'optimisation du SPPGD qui permettront que le développement de la gestion de proximité et (ou) l'instauration d'une collecte séparée des biodéchets ne génère pas une augmentation du coût de gestion des déchets ménagers et assimilés (DMA) trop conséquente. Cet audit portera sur l'organisation technique du service, sur les spécificités du territoire, sur le coût et le financement du service actuel et prospectif (c'est-à-dire intégrant les effets de l'optimisation prévue du SPPGD et la hausse prévisionnelle de la TGAP).

### **6.1.1 - Analyse technique du service**

Le titulaire réalisera, sur la base de données fournies par le service (rapport annuel, matrice des coûts, PLPDMA, rapport de caractérisations internes de la CCB et de collectivités voisines de même milieu,...) une analyse portant sur :

- La production de déchets
  - La **production** des différents flux de déchets ;
  - La **composition** des flux collectés ;
  - Les **filières** de réutilisation, de valorisation et de traitement auxquelles le SPPGD fait appel mais aussi les filières situées à proximité de la collectivité (nord 05 et départements frontaliers (y compris Italie – province frontalière de Turin). La capacité, pérennité, durée d'autorisation d'exploiter de ces filières seront étudiées ;
  - Le taux de recyclage ;
- Focus biodéchets

Concernant le sujet principal de l'étude, le titulaire sera en charge de mettre en évidence :

- **Le gisement des biodéchets du territoire** : gisement captable et non captable des biodéchets, en tenant compte de l'impact des actions déjà en place (gestion de proximité et collecte séparée des établissements concernés à mettre en évidence par type). Pour cela, le titulaire réalisera (avec l'appui des moyens humains et techniques du service) une grossière caractérisation des biodéchets déposés dans les aires de compostage partagées publiques gérées en interne (2 emplacements), une analyse des données de gestion de celles-ci (saisie des documents manuscrits à prévoir) sur une année
- **La quantité de déchets d'élagage** utilisée pour la fabrication de matière sèche pour la gestion de proximité et son évolution attendue,
- **Le taux de participation aux actions de compostage individuel et partagé**. Également, Le titulaire réalisera enquête numérique de type « Google Form » afin de déterminer le profil des principaux utilisateurs (dont la trame sera à valider par la CCB avant lancement),
- Les prestataires proposant aujourd'hui une offre de collecte sélective des biodéchets aux usagers du territoire,
- **Les traitements possibles actuels et en projet (à une échéance de mise en service de 5 ans) des biodéchets** collectés sélectivement dans un rayon d'une centaine de kilomètres ainsi que les besoins des potentiels utilisateurs de ce compost tant en termes de quantité que de qualité.

Le niveau de performance des collectes devra être comparé aux moyennes nationales / régionales constatées dans des territoires de même typologie mais aussi par rapport aux performances atteintes par des collectivités ayant mis en place une généralisation de la gestion de proximité ou une collecte séparée des biodéchets.

- Le service proposé aux usagers
  - Les **contenants** utilisés : type, volume, quantités, âge du parc, possibilité d'intégrer des puces d'identification ... ;
  - Les **consignes de tri** (mise en place de l'extension des consignes de tri...) ;
  - Les modalités de **collecte** : type, fréquence, quantités collectées par tournée ... ;
  - Les modalités de **transfert et de transport** : technique, quantités, destinations, kilomètres parcourus, âge du parc, possibilité d'intégrer des instruments d'identification et / ou de pesée, présence de dispositif d'hygiénisation (agréments sanitaires sous-produits animaux appropriés), coût ;
  - Les modalités de **valorisation** : technique, quantités, capacité des installations à absorber des évolutions de flux ;
  - Les modalités de collecte des déchets des professionnels ;
  - L'**organisation** de la collectivité
  - Les **moyens humains et matériels** dont dispose la collectivité ;
  - Si le cas se présente, les **contraintes liées aux marchés** de prestations de service en cours (échéances des contrats, clauses permettant l'expérimentation...).
  - Si besoin est, identification des **études qui resteraient à mener** (par exemple : caractérisation locale du gisement)

### 6.1.2 - Analyse du territoire

Le titulaire est en charge de qualifier le territoire en fonction du type d'habitat et de la présence d'espaces verts (jardin individuel, espaces verts publics) :

- Le(s) centre(s) historique(s) dense(s) ;
- Les secteurs en habitat vertical dense ;
- L'habitat en « petits collectifs » ;
- Les zones pavillonnaires ;
- L'habitat dispersé en zone rurale ;
- Autres types d'habitats impactant sur la réalisation du service ;
- Prise en compte dans la mesure du possible le taux de résidences secondaires dans les zones identifiées

L'étude pourra proposer des modalités de gestion des biodéchets adaptés aux spécificités de chacune de ces zones, en respectant les directives de l'Etape 2 du présent cahier des charges.

Les différentes catégories d'usagers potentiellement producteurs de biodéchets seront répertoriées :

- Les particuliers ;
- Les métiers de bouche ;
- Les professionnels producteurs de déchets assimilés aux ordures ménagères (artisans, commerçants, professions libérales ...) ;
- Les producteurs de déchets professionnels ;
- Les administrations et équivalents (crèches, cantines scolaires...) ;

- Les campings, centres de vacances, lits chauds et froids, établissements de santé, structures spécifiques de montagne (refuges, restaurants d'altitude,...).

Les informations relatives aux professionnels du territoire, producteurs de biodéchets, pourront permettre à la collectivité, d'amorcer une démarche de concertation avec ces derniers dans le but de leur proposer un service adapté à leurs besoins et dans une optique de conformité réglementaire (accompagnement à la gestion de proximité ou collecte séparée).

Le titulaire effectuera une compilation des **données de suivi de collecte** (fournies par la CCB suite à extraction du logiciel métier) et de **suivi de la gestion de proximité** (affinage, mise à jour des données de biodéchets détournés et identification des besoins de coordination dans les établissements accompagnés nécessaire, sur la base du dernier rapport du prestataire fourni par la CCB) pour **cartographier** et mettre en évidence les **compositions par secteur** (% OM/EMR/biodéchets déposés dans les composteurs) en saison (été/hiver) et hors saison. Cela permettra de mettre en évidence les zones à équiper de manière prioritaire et le **niveau de participation de la population de passages** aux consignes de tri et à l'effort de compostage.

Le titulaire réalisera un rescencement de l'ensemble des mico-plateformes utilisées par les services techniques des communes pour la gestion des déchets verts (stockage, broyage, compostage,...) et des emplacements possibles d'implantation de ces dernières.

### **6.1.3 - Analyse financière du service**

Au préalable il s'agira de présenter le mode de financement du SPPGD et les modalités de facturation des professionnels.

L'instauration d'une collecte séparée des biodéchets étant potentiellement génératrice de coûts supplémentaires, il est essentiel de connaître finement les coûts du SPPGD afin d'identifier les postes de charges principaux et donc d'agir sur ces derniers pour instaurer une collecte séparée des biodéchets en limitant l'augmentation globale voire en maintenant un coût constant. Les recettes éventuelles générées par la vente du compost produit seront également estimées.

L'analyse des coûts s'appuiera sur les matrices des coûts renseignées sur SINOE® Déchets par la collectivité, ainsi que sur la partie financière des RAPQS. L'analyse financière devra permettre d'identifier :

- Les coûts fixes et les coûts variables du SPPGD
- Les postes de charges principaux
- Le coût des différents flux de déchets
- Le positionnement des coûts de la collectivité vis-à-vis des moyennes nationales

Le titulaire sera en charge de l'analyse la facturation des professionnels utilisant le service à ce stade de l'étude et notamment la corrélation entre le coût réel du service et le montant facturé.

En sus, de manière à anticiper la hausse de la TGAP sur le stockage et l'incinération des déchets, le titulaire réalisera des simulations de coûts de traitement des déchets avec ou sans développement de la gestion de proximité, mise en place de dispositif de tri à la source des biodéchets ; partant du postulat que les dispositifs de tri à la source auront un impact sur les tonnages d'OMR collectés. Dès lors, les économies sur le traitement liées à la baisse des tonnages d'OMR collectés seront estimées sur la base de plusieurs scénarios tendanciels, dans l'étape 2 du présent cahier des charges.

#### **6.1.4 - Analyse environnementale du service**

Le bureau d'études réalisera une analyse environnementale du service dans sa globalité englobant collecte et traitement actuel, qui portera à minima sur la consommation d'énergie et sur les émissions de gaz à effet de serre.

Il analysera également les impacts environnementaux liés à la gestion de proximité actuelle des biodéchets par les usagers (compostage domestique, compostage partagé, en établissement).

### **6.2 - Etape 2 : Les scénarios possibles**

#### **DPGF prix 3 à 5**

Suite à l'étape 1, un ou plusieurs scénario(s) techniques seront étudiés permettant la mise en place d'un dispositif global de tri à la source des biodéchets sur le territoire, traduisant différentes organisations possibles.

Ces scénarios seront comparés selon des critères financiers (distingant investissement et fonctionnement), environnementaux (à minima, quantification de la production de gaz à effet de serre et de la consommation d'énergie prévisionnelle), techniques et organisationnels (matériel nécessaire, gestion collecte de proximité en régie ou en prestation avec ou non possibilité de l'intégrer au marché actuel, ...).

Ces scénarios pourront se distinguer de la manière suivante :

- Poursuite du développement et généralisation de la gestion de proximité sans collecte séparée,
- Poursuite du développement de la gestion de proximité et mise en place d'une collecte séparée des gros producteurs,
- Poursuite et développement de la gestion de proximité et mise en place de la collecte séparée selon zonage pertinent identifié,
- Eventuellement, 1 à 2 variantes pertinentes préconisées selon analyse du diagnostic.

Après la présentation de ces différents scénarios et de leurs impacts, la collectivité choisira le scénario répondant le mieux à ses objectifs. La faisabilité de l'option technique retenue sera approfondie en étape 3.

Un document de synthèse dont la trame sera à valider par le pouvoir adjudicateur mettra en parallèle les scénarios étudiés afin d'avoir vision comparative d'ensemble sur les aspects techniques (dont moyens humains et matériels), financiers, organisationnels et environnementaux. Ce dernier sera également comparé aux données liées à l'organisation actuelle du service, et mettra en avant les gains, surcoûts éventuels vis-à-vis de celle-ci.

Chaque scénario devra détailler à minima les éléments suivants :

#### **6.2.1 - Sur les aspects techniques**

En fonction des zones du territoire et des typologies d'usagers (ménages, professionnels), préciser :

- Les objectifs de réduction d'OMR, de ratio de biodéchets collectés, d'amélioration des collectes séparées de recyclables
- La part du territoire couvert par une collecte séparée des biodéchets et celle couverte par une gestion de proximité

- Pour la gestion de proximité, modalités de gestion (mécanisation/numérisation du suivi, étude implantation micro-plateformes broyage et maturation, sécurisation de la production et l'approvisionnement de la matière sèche nécessaire), coordination/animation de la gestion autonome en établissement/copropriété, gestion du compostage individuel. Pour ce faire, le titulaire réalisera un benchmark sur les solutions de mécanisation de la gestion de proximité et recueillera et analysera les tests déjà réalisés par la CCB (ex : mise en place de big-bags dans les bacs de compostage)
- Pour la collecte séparée des biodéchets, le mode de collecte envisagé : en porte à porte ou en apport volontaire. Si la collecte est prévue en points d'apport volontaire, des préconisations sur l'implantation de ces points sont également à fournir,
- Préconisations sur les moyens de lavage et désinfection à mettre en œuvre et leur fréquence selon les conditions météorologiques et les saisons touristiques sur le matériel de collecte, de pré-collecte, (de transfert et traitement le cas échéant si géré en interne)
- L'organisation prévue pour la collecte et notamment les impacts sur les collectes existantes (réduction de fréquence, optimisation des tournées...) les mesures d'accompagnement au changement prévues (actions de concertation<sup>1</sup> et de communication)
- Les partenariats potentiels avec les associations locales pouvant constituer des relais de la collectivité et plus largement les acteurs internes et externes à la collectivité à mobiliser pour mener à bien le projet
- Les modalités de traitement des biodéchets.

Les coûts d'investissement et/ou de fonctionnement générés sur chacun de ces aspects seront précisés, de même que les économies générées par l'optimisation du service.

Les dispositifs techniques proposés devront respecter des conditions de sécurité et d'hygiène pour les usagers et les équipiers de collecte. A ce titre, les dispositifs proposés devront être conformes avec la recommandation R437 de la CNAMTS<sup>2</sup> portant sur la collecte des déchets ménagers et assimilés. Les installations de traitement devront être en conformité avec la réglementation sur les ICPE<sup>3</sup> et disposer des agréments sanitaires adéquats (portant notamment sur l'accueil de sous-produits animaux).

Il s'agira également de s'interroger sur l'existence et la qualité d'une filière de traitement des biodéchets (comparaison des différentes filières à produire) et de proposer une solution performance de valorisation des biodéchets. Des débouchés pour le compost (ou le digestat) devront être identifiés.

<sup>1</sup> La communication et la concertation ne sont pas à négliger et font partie intégrante du nouveau dispositif proposé ; afin d'une part d'informer les usagers potentiels du service, de co-construire le dispositif pour s'assurer qu'il réponde au(x) besoin(s) des citoyens et des professionnels et d'autre part d'éviter un blocage issu de l'absence de dialogue.

<sup>2</sup> Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés

<sup>3</sup> Installations classées pour la Protection de l'Environnement



Ainsi, sur les modalités de traitement des biodéchets, le prestataire devra a minima :

- Cartographier les sites existants ou en projet (plateformes de compostage et unités de méthanisation) présents sur le territoire ou en zones limitrophes,
- Identifier les tonnages déjà traités par ces installations et les types de flux entrants traités,
- Déterminer les capacités supplémentaires d'accueil existantes (capacités résiduelles)
- Vérifier que les installations disposent des agréments sanitaires ad hoc
- Et identifier les coûts de traitement de chaque installation (exprimé en €/t).

### **6.2.2 - Sur les moyens humains et matériels et financiers**

Le bureau d'études déterminera les moyens matériels à mobiliser et les coûts de chacune des composantes du dispositif de tri à la source des biodéchets tel que la pré-collecte, la collecte des biodéchets, l'achat des composteurs, et tout autre investissement que la collectivité aurait à faire.

Le bureau d'étude déterminera, selon le diagnostic précédemment réalisé, les moyens humains ou prestations nécessaires à la mise en place du dispositif de tri à la source des biodéchets et les coûts correspondants :

- Détermination des moyens matériels à mobiliser et des coûts correspondants (pour la pré-collecte, la collecte des biodéchets, l'achat des composteurs, les équipements de traitement : plateforme de compostage centralisée...)
- Pour la collecte séparée des biodéchets, pour la gestion et l'animation du réseau de composteurs partagés
- Pour la communication autour du dispositif
- Pour l'éventuelle facturation des professionnels
- Pour le traitement des biodéchets
- Collecte séparée : lavage et désinfection des contenants et véhicule de collecte
- Programmation de formations pour les agents de la collectivité
- Sensibilisation, information et formation des élus sur le dispositif qui sera déployé
- ...

Le bureau d'études détaillera les coûts des différents scénarios qu'il proposera (en distinguant investissement et fonctionnement).

Il proposera en outre un programme de formation pour les agents de la collectivité, de sensibilisation, information et formation des élus sur le dispositif qui sera déployé ainsi qu'un dispositif de communication à l'attention des usagers

### **6.2.3 - Sur la production de déchets**

Le titulaire sera en charge de réaliser :

- Une estimation de la réduction de la part des biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles, suite à la mise en œuvre du projet
- Une estimation des gisements captés par la collecte séparée et par la gestion de proximité (exprimé en kg/habitant desservi) en fonction du taux de participation visé (à décliner sur une fourchette haute et basse de participation),
- L'effet d'entraînement sur le tri des autres matériaux tenant compte également des évolutions des dernières années sera également modélisé.

A noter : les actions de gestion de proximité des biodéchets préexistant et suscitant l'adhésion des habitants sont à conforter et optimiser.

#### **6.2.4 - Sur la faisabilité réglementaire**

Le titulaire identifiera également les éventuels blocages ou contraintes d'ordre réglementaires relatifs à :

- La réalisation de micro-plateformes de broyage de déchets verts – maturation du compost,
- L'utilisation du compost produit,
- La réduction des fréquences de collecte,
- La conformité des installations de traitement des biodéchets avec les flux entrants

#### **6.2.5 - Sur le plan environnemental**

Etude du bilan des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre des différents scénarios avec pour objectif qu'il soit favorable par rapport à la gestion actuelle notamment en termes de collecte et transports.

#### **6.2.6 - Synthèse avec comparatif des scénarios**

Dans cette synthèse, les scénarios sont présentés sous la forme de tableaux permettant de les comparer et doivent comporter à minima les éléments suivants :

- Identification des **zones concernées** par les différents types de tri à la source,
- **Moyens** humains et matériels,
- Organisation,
- **Dépenses** d'investissements et de fonctionnement (couts à la tonne par exemple),
- Aspects d'impact environnementaux

Une cotation de ces différents items doit permettre de classer les scénarios par pertinence.

La trame de la présente synthèse et notamment le système de cotation devront être validés au préalable par le service.



### 6.3 - Etape 3 : Approfondissement du scénario retenu – Plan d’actions

#### DPGF prix 6 et 7

Une fois un scénario retenu par la CCB, le bureau d’études proposera un plan d’actions à réaliser par la collectivité pour déployer le tri à la source des biodéchets sur son territoire.

Ainsi, un **planning prévisionnel de mise en œuvre** des dispositifs de tri à la source des biodéchets devra être préparé intégrant les délais pour d’éventuels marchés d’investissements d’équipements de pré-collecte et pour la renégociation éventuelle du (des) contrat(s) de collecte avec le(s) prestataire(s) en place. L’expérimentation du dispositif sur une (ou plus) zone(s) test devra figurer dans ce planning.

Globalement, le scénario retenu par la collectivité sera détaillé, notamment la réorganisation du service envisagé. Les actions de communication, de concertation seront affinées, les partenariats avec les associations locales identifiés.

De manière à mesurer l’efficacité des dispositifs proposés par la collectivité et d’ajuster au besoin les actions de communication déployées au regard des taux de participation constatés, **des indicateurs de suivi de performance** seront proposés.

Les modalités de suivi de ces indicateurs seront à définir par la CCB au regard de l’évolution de ces derniers et de ses projets, notamment l’appel à projet 2021 ADEME/Région portant sur le tri à la source des biodéchets.

## 7 - PLANNING

Le calendrier prévisionnel prévoit un échelonnement de l’ensemble des actions sur une durée de 6 mois ainsi qu’un démarrage début 2022.

Le planning ci-dessous prévoit une répartition temporelle des 3 grandes composantes de l’étude.

Actions	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22
Diagnostic - état des lieux						
Etude des scénarios						
Approfondissement du scénario retenu - établissement d'un plan d'action						

Copil diagnostic

Copil choix du scénario

Copil plan d'action scénario retenu

La répartition temporelle de chacune des 3 phases pourra être ajustée après estimation des besoins affinée, sans porter préjudice à la durée globale de 6 mois de la mission et aux délais de convocation des comités de pilotages (en lien avec la fourniture des livrables).

## 8 - RENDUS / LIVRABLES

Un rapport d'étude est attendu pour chacune des 3 étapes, au sein desquels figureront les différents documents de synthèse mentionnés dans chacune des phases dont la trame est à valider au préalable par la CCB.

A l'issue de l'étude le prestataire devra fournir à la collectivité :

- Le budget prévisionnel du projet intégrant :
  - o Les investissements à budgéter
  - o Le coût de fonctionnement (lors de l'année de mise en œuvre et les 4 - 5 années suivantes)
    - Une estimation chiffrée du gain généré par la baisse de la production d'ordures ménagères résiduelles et l'amélioration de la valorisation
- Une trame de plan de communication et de concertation
- Un programme de formation à destination des agents de la collectivité
- Une ou des zone(s) pour la phase test
- Un plan d'actions détaillé (qui précise notamment pour chaque action, le délai de mise en œuvre, la ou les personne(s) qui en a(ont) la charge)
- Le nouveau schéma de collecte des déchets ménagers et assimilés envisagé
- Un outil de suivi des indicateurs de performance aisément utilisable par la collectivité. Ce dernier devra être simple et visuel (type tableau de bord).

Le prestataire devra saisir les résultats de l'étude et les faire valider par la CCB et l'ADEME.

## 9 - FOURNITURE DES ELEMENTS RESSOURCE PAR LE SERVICE

Le titulaire bénéficie des documents utiles détenus par le service ressource du service de gestion et valorisation de la C.C. du Briançonnais. A ce titre, lors du cadrage de chacune des 3 phases, le titulaire sollicitera le service en regroupant ses besoins. Le service s'engage à remettre les éléments dans un délai de 5 jours ouvrés au titulaire.

Parmi ces documents, le titulaire pourra à minima bénéficier des documents suivants (liste non exhaustive) :

- RAPQS 2020 et années antérieures,
- SIG Géomas comprenant la cartographie des points de collecte par flux (possibilité d'extraction des données),
- Données de suivi de collecte issues du logiciel de suivi des tournées (flux OM et EMR),
- Liste des implantations de la gestion de proximité,
- Rapports d'accompagnement des établissements en gestion de proximité par les prestataires,
- Etude interne gisement biodéchets dans le cadre du projet de plateforme de co-compostage,
- Fiches de suivi d'entretien des aires de compostage partagées sur le domaine public,
- Conventions de gestion des aires de compostage partagées avec les communes et de prêt du broyeur à déchets verts,
- Rapports finaux d'appels à projets réalisés,
- Fichier de suivi divers type tonnages mensuels, marchés de collecte/transport/traitement,
- Comptes-rendus Groupe de travail PETR/CL nord 05.

## 10 - COMITE DE PILOTAGE

Un comité de pilotage sera constitué pour le suivi de cette prestation.

La CCB sollicitera notamment pour en faire partie des élus communautaires en lien avec le développement durable et la gestion des déchets, un représentant de l'ADEME et de la Région. Le candidat pourra faire des propositions de partenaires complémentaires à associer.

Des réunions de présentation seront à organiser, au démarrage de la prestation (à distance) puis à l'issue de chacune des phases (en présentiel).

Le rapport relatif à chaque étape devra avoir été transmis à la CCB au moins 10 jours avant la tenue de chacune des réunions et le support de présentation au moins 72 h avant. titulaire réalisera un compte rendu de chacune d'entre elles et ceci dans un délai de 10 jours maximum.

## 11 - ECHANGES CCB/TITULAIRE TOUT AU LONG DE LA PROGRESSION DE L'ETUDE

En dehors des comités de pilotage positionnés aux jalons importants de l'étude, des échanges plus réguliers avec le service auront lieu. Ces derniers pourront être réalisés à distance par téléphone ou autre outil de visio-conférence. Ils seront réalisés à minima de manière bi-mensuelle avec le référent du suivi de la prestation du service de gestion et valorisation des déchets.

**Référent** : Jean-Marie ALBERT – Service de gestion et valorisation des déchets du Briançonnais.

## 12 - DUREE DE LA MISSION

La mission est d'une durée de 12 mois. Le commencement de la mission intervient à compter de la date d'envoi de la commande au titulaire.

## 13 - RESTITUTION ET CONFIDENTIALITE

A l'issue de la mission, le prestataire transmet le résultat comprenant :

- Le rapport final d'étude
- Une fiche de synthèse (figurant en annexe du présent cahier des charges).

La confidentialité des ces informations est garantie par l'utilisation des codes d'accès délivrés par l'ADEME qui vous sont strictement personnels.

## 14 - COÛT DE LA MISSION

Le prestataire établira un devis détaillé correspondant au coût de la prestation dans son ensemble, faisant apparaître le nombre de journées de travail, les coûts journaliers du ou des intervenants ainsi que les frais annexes.

Le montant ainsi proposé inclura au minimum l'ensemble de la prestation telle que définie dans le présent cahier des charges.

En outre, le candidat complètera le DPGF joint à la présente consultation. Son montant global HT (hors prestation complémentaire éventuelle), devra correspondre à celui du devis détaillé précité.

## 15 - MEMOIRE TECHNIQUE

Le candidat détaillera les moyens et l'organisation permettant de répondre à la mission au sein d'un mémoire technique. Devront y figurer à minima les éléments suivants :

- Expérience du candidat sur des études de même type en lien avec la gestion des déchets et des biodéchets (gestion de proximité et collecte séparée),
- Références des établissements publics et collectivités territoriales déjà accompagnés dans le domaine du tri à la source des biodéchets,
- Formation, qualifications et expérience du ou des chargé(s) d'étude affecté(s) à la mission,
- Moyens et méthodes employées pour assurer les missions afférentes aux 3 phases de l'étude et la production des livrables correspondants,
- Organisation proposée dans les échanges avec le pouvoir adjudicateur et le référent technique, notamment en termes de moyens de communication, réactivité, ...

## 16 - CONTRÔLE

La mission, une fois réalisée pourra faire l'objet - ce n'est pas systématique - d'un contrôle approfondi. Dans le souci de tester un échantillonnage représentatif, les dossiers seront choisis de manière aléatoire. Eventuellement un contrôle sur site pourra être mené par un expert mandaté par l'ADEME afin de juger de la qualité de l'étude, de l'objectivité du rapport.

## 17 - LISTE DES ANNEXES

- **ANNEXE 1** : RAPQS 2019
- **ANNEXE 2** : RAPQS 2020